



KPMG SA
4 boulevard Lucien Favre
Immeuble Poincaré
CS 99207
64053 Pau Cedex 9

Fédération départementale des associations ADMR de la Haute-Garonne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Fédération départementale des associations ADMR de la Haute-Garonne
Route de Toulouse - 31230 L'Isle en Dodon

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
4 boulevard Lucien Favre
Immeuble Poincaré
CS 99207
64053 Pau Cedex 9

Fédération départementale des associations ADMR de la Haute-Garonne

Route de Toulouse 31230 L'Isle en Dodon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association Fédération départementale des associations ADMR de la Haute-Garonne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération départementale des associations ADMR de la Haute-Garonne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Pau, le 24 mai 2024

KPMG SA

Nicolas Castagnet

Associé

FEDERATION ADMR DE LA HAUTE GARONNE

COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU

01/01/2023 au 31/12/2023

Asso / Eths :

FEDERATION ADMR HAUTE GARONNE

Arrêté

31/12/2023

Actif Bilan	Brut	Dépréciation	31/12/2023	31/12/2022	%V° 23/22	V° 23/22
ACTIF IMMOBILISE						
Frais d'établissement	0	0	0	0		
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0		
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0		
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	9 494	-9 494	0	0		
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0		
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0		
Avances et acomptes	0	0	0	0		
Ss tot Immos Incorporelles	9 494	-9 494	0	0		
Terrains	66 317	0	66 317	66 317		-
Constructions	625 625	-73 956	551 669	533 794	+3,3%	17 875
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 330	-2 330	0	429		
Autres immobilisations corporelles	98 301	-85 066	13 236	16 222	-18,4%	-2 987
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	46 931		
Avances et acomptes	0	0	0	0		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0		
Ss tot Immos Corporelles	792 573	-161 352	631 221	663 693	-4,9%	-32 472
Participations et Créances rattachées	3 523	0	3 523	3 492	+0,9%	31
Autres titres immobilisés	0	0	0	0		
Prêts	1 400	0	1 400	2 800	-50,0%	-1 400
Autres	350	0	350	350		-
Ss tot Immos Financières	5 273	0	5 273	6 642	-20,6%	-1 370
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	807 340	-170 846	636 494	670 335	-5,0%	-33 841
Comptes de liaison	0	0	0	0		
TOTAL COMPTES DE LIAISON (II)	0	0	0	0		
ACTIF CIRCULANT						
s Matières premières, approv.						
t Autres approvisionnements						
o EC Biens et services	0	0	0	0		
k Produits intermédiaires et finis						
s Marchandises						
Ss tot Stocks	0	0	0	0		
Créances clients, usagers et comptes rattachés	114 013	-246	113 767	104 006	+9,4%	9 761
Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	0		
Autres créances	308 602	-48 000	260 602	191 852	+35,8%	68 750
Valeurs mobilières de placement	7 347	0	7 347	7 347		-
Instruments de trésorerie	0		0	0		
Disponibilités	363 932		363 932	395 214	-7,9%	-31 282
Charges constatées d'avance	23 760		23 760	9 969	+138,3%	13 791
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	817 653	-48 246	769 407	708 388	+8,6%	61 019
Frais d'émission des emprunts (IV)	0		0	0		
Primes de remboursement des emprunts (V)	0		0	0		
Ecart de conversion Actif (VI)	0		0	0		
TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	1 624 993	-219 092	1 405 901	1 378 723	+2,0%	27 178

Asso / Ets :

FEDERATION ADMR HAUTE GARONNE

Arrêté

31/12/2023

Passif Bilan	31/12/2023	31/12/2022	%V° 23/22	V° 23/22
FONDS PROPRES				
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>				
Fonds propres statutaires	0	0		
Fonds propres complémentaires	76 295	76 295	-	-
Ss tot Fonds propres sans droit de reprise	76 295	76 295	-	-
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>				
Fonds propres statutaires	0	0		
Fonds propres complémentaires	52 122	52 122	-	-
Ecarts de réévaluation	0	0		
Ss tot Fonds propres avec droit de reprise	52 122	52 122	-	-
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0		
Réserves pour projet de l'entité	6 089	6 089	-	-
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>6 089</i>	<i>6 089</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Autres réserves	2 064	2 064	-	-
Report à nouveau	124 839	159 770	-21,9%	-34 930
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	-2 895	-34 930	-91,7%	32 036
Ss tot Réserves	130 097	132 992	-2,2%	-2 895
SITUATION NETTE (Sous-total)	258 514	261 409	-1,1%	-2 895
Fonds propres consommables	0	0		
Subventions d'investissement	1 044	6 386	-83,7%	-5 343
Provisions réglementées	326 490	350 703	-6,9%	-24 213
TOTAL FONDS PROPRES (I)	586 048	618 499	-5,2%	-32 450
Comptes de liaison	0	0		
TOTAL COMPTES DE LIAISON (II)	0	0		
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0		
Fonds dédiés	55 704	9 053	+515,3%	46 651
TOTAL REPORTES ET DEDIES (III)	55 704	9 053	+515,3%	46 651
PROVISIONS				
Provisions pour risques	3 826	0		
Provisions pour charges	59 440	56 785	+4,7%	2 654
TOTAL PROVISIONS (IV)	63 265	56 785	+11,4%	6 480
DETTES				
Emprunts obligatoires et assimilés (titres associatifs)	0	0		
Emp. & dettes / Ets Credit (6)	336 138	361 094	-6,9%	-24 956
Emp. & dettes fin. divers	168	2 181	-92,3%	-2 012
Dettes fournisseurs	70 808	13 311	+431,9%	57 497
Dettes des legs ou donations	0	0		
Dettes fiscales et sociales	168 344	147 347	+14,3%	20 997
Dettes sur immobilisations	338	7 133	-95,3%	-6 794
Autres dettes	125 088	163 322	-23,4%	-38 234
Instruments de trésorerie	0	0		
Produits constatés d'avance	0	0		
TOTAL DETTES (V)	700 884	694 387	+0,9%	6 498
Ecart de conversion passif (VI)	0	0		
TOTAL GENERAL PASSIF (I + II + III + IV + V + VI)	1 405 901	1 378 723	+2,0%	27 178

Asso / Etbs :
FEDERATION ADMR HAUTE GARONNE

Arrêté
31/12/2023

COMPTE DE RESULTAT RÉSUMÉ		31/12/2023	31/12/2022	%V°2023/2022	V°2023/2022
Produits d'exploitation		1 529 665	1 399 820	+9,3%	129 845
Charges d'exploitation		-1 552 946	-1 455 260	+6,7%	-97 686
Résultat d'exploitation (I)		-23 281	-55 440	-58,0%	32 159
Produits financiers		35	11	+205,2%	23
Charges financières		-4 184	-4 481	-6,6%	298
Résultat financier (II)		-4 149	-4 470	-7,2%	321
Produits exceptionnels		24 556	25 129	-2,3%	-574
Charges exceptionnelles		-21	-150	-86,0%	129
Résultat exceptionnel (III)		24 535	24 979	-1,8%	-445
Participation des salariés		0	0		
Impôts		0	0		
EXCEDENT ou DEFICIT (I + II + III)		-2 895	-34 930	-91,7%	32 036

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2023	31/12/2022	%V°2023/2022	V°2023/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	1 220 170	1 085 454	+12,4%	134 716
Ventes de biens et services	16 362	12 352	+32,5%	4 009
- Ventes de biens	0	0		
<i>dont ventes de dons en nature</i>	0	0		
- Ventes de prestations de service	16 362	12 352	+32,5%	4 009
<i>dont parrainage</i>	0	0		
Produits de tiers financeurs	130 731	51 784	+152,5%	78 947
- Concours publics et subventions d'exploitation	130 731	51 784	+152,5%	78 947
<i>dont contributions financières des autorités de tarifications</i>	0	0		
- Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0		
- Ressources liées à la générosité du public	0	0		
<i>Dons manuels</i>	0	0		
<i>Mécénats</i>	0	0		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	0	0		
- Contributions financières	0	0		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	149 182	242 180	-38,4%	-92 998
Utilisations des fonds dédiés	12 803	7 521	+70,2%	5 282
Autres produits	418	529	-20,9%	-111
Produits d'exploitation (I)	1 529 665	1 399 820	+9,3%	129 845
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	0	0		
Variation de stock	0	0		
Autres achats et charges externes	371 964	342 777	+8,5%	29 187
Aide financières	0	0		
Impôts, taxes et versements assimilés	70 432	69 939	+0,7%	492
Salaires et traitements	686 705	666 720	+3,0%	19 986
Charges sociales	263 463	241 537	+9,1%	21 925
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	31 737	29 160	+8,8%	2 577
Dotations aux provisions	12 226	43 211	-71,7%	-30 985
Reports en fonds dédiés	59 454	9 053	+556,7%	50 401
Autres charges	56 965	52 862	+7,8%	4 103
Charges d'exploitation (II)	1 552 946	1 455 260	+6,7%	97 686
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-23 281	-55 440	-58,0%	32 159
PRODUITS FINANCIERS				
De participation	0	0		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0	0		
Autres intérêts et produits assimilés	35	11	+205,2%	23
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	0	0		
Différences positives de change	0	0		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0		
Produits financiers (III)	35	11	+205,2%	23
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements et provisions	0	0		
Intérêts et charges assimilés	4 184	4 481	-6,6%	-298
Différences négatives de change	0	0		
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières.	0	0		
Charges financières (IV)	4 184	4 481	-6,6%	-298
RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	-4 149	-4 470	-7,2%	321
RÉSULTAT COURANT (I-II+III-IV)	-27 429	-59 910	-54,2%	32 480

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2023		31/12/2022		%V°2023/2022	V°2023/2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS							
Sur opérations de gestion		0		0			
Sur opérations en capital		343		619		-44,6%	-276
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		24 213		24 511		-1,2%	-298
Produits exceptionnels (V)		24 556		25 129		-2,3%	-574
CHARGES EXCEPTIONNELLES							
Sur opérations de gestion		21		150		-86,0%	-129
Sur opérations en capital		0		0			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions :		0		0			
Charges exceptionnelles (VI)		21		150		-86,0%	-129
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		24 535		24 979		-1,8%	-445
Participation des salariés (VII)		0		0			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		0		0			
Total des produits (I+III+V)		1 554 256		1 424 961		+9,1%	129 295
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		1 557 151		1 459 891		+6,7%	97 259
EXCEDENT ou DEFICIT		-2 895		-34 930		-91,7%	32 036

Dons en nature		0		0			
Prestations en nature		0		0			
Bénévolat		0		0			
Contributions volontaires en nature		0		0			
Secours en nature		0		0			
Mise à disposition gratuite de biens		0		0			
Prestations en nature		0		0			
Bénévolat		0		0			
Charges des contributions volontaires en nature		0		0			

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2023

Préambule

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont caractérisés par les données suivantes :

▪ Total du bilan :	1 405 901 €
▪ Total des produits d'exploitation :	1 529 665 €
▪ Résultat comptable de l'exercice :	- (2 895 €) (Déficit)

L'exercice comptable a eu une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023. L'exercice précédent avait également une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font parties intégrantes des comptes annuels de la fédération arrêté par le Conseil d'Administration de la fédération. Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la fédération. Sauf indication contraire les éléments des notes seront exprimés en Euros.

1. PRESENTATION DE LA FEDERATION ET FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1. Activité de la fédération

a) *Objet de la fédération*

La fédération départementale soutient les associations locales ADMR du département de la Haute-Garonne en définissant les orientations communes aux structures du réseau, en termes de qualité globale de l'offre (améliorer la satisfaction des personnes aidées), de ressources humaines (veiller à la bonne adéquation entre les compétences des salariés et les besoins existants) et de gestion financière (veiller à l'encadrement des dépenses et privilégier la mutualisation à l'échelle du réseau).

La fédération départementale représente et accompagne les associations locales. Elle mutualise un certain nombre de fonctions pour le compte des associations : gestion administrative, gestion des ressources humaines, service juridique, service comptable et expertise, service qualité/communication/développement, organisation de formations, soutien aux intervenants et aux responsables des associations, ... Elle veille au bon fonctionnement des associations du réseau ADMR de la Haute-Garonne.

b) *Nature et périmètre des activités*

La fédération a pour buts :

- De fédérer les associations du département, adhérentes à l'union nationale et agréées par celle-ci, existantes ou à créer ;

- De susciter et d'aider la création de nouvelles associations d'aide à domicile ;
- D'apporter aux associations un soutien technique et d'effectuer des travaux administratifs et comptables pour le compte des associations ;
- De les représenter ainsi que les membres associés auprès des organismes officiels et des pouvoirs publics du département ;
- De veiller (par tout moyen statutaire et le cas échéant juridictionnel) au respect, par les associations affiliées au mouvement ADMR, des statuts, du règlement intérieur, des orientations et du projet associatif ainsi que des engagements et conventions de l'Union nationale ;
- Dans le strict respect du projet politique de l'ADMR, de ses modes d'organisation et en particulier du développement de la vie associative locale, de solliciter des autorités administratives compétentes, les autorisations et agréments nécessaires à l'ouverture des services et établissements médico-sociaux, dont elle délèguera la gestion aux associations locales ;
- De fournir aux associations gestionnaires des services et établissements médico-sociaux, des services communs d'ordre administratif, comptable et juridique, et assurer leur contrôle budgétaire et financier ;
- De former et d'informer les bénévoles des associations et de la fédération ;
- D'assurer ou de faciliter le recrutement et la formation initiale et permanente des personnels d'intervention, pour le compte des associations locales ;
- De développer par l'intermédiaire des associations locales un climat familial et d'intensifier la solidarité, la vie sociale et l'animation dans les communes et quartiers.

c) Moyens mis en œuvre

Les ressources de la fédération :

- Les cotisations des associations locales et des membres associés dont les montants sont fixés chaque année par le conseil d'administration et adoptés par l'assemblée générale,
- Les participations financières aux services assumés par la fédération,
- Les subventions,
- Les collectes et les dons manuels dans le cadre du mécénat,
- Et toutes autres perceptions autorisées par la loi.

1.2. Faits marquants de l'exercice

1.2.1 Modification calcul de la cotisation fédérale

Sur recommandations de la Commission de Révision nationale, la fédération a arrêté un nouveau mode de calcul de la cotisation afin de recouvrer le montant prévu. Les cotisations sont ainsi réparties entre les associations selon des unités d'œuvre définies en amont et voté en conseil d'administration.

1.2.2 Revalorisations salariales

L'ensemble du personnel est régi par les modalités déterminées par le code du travail et la Convention Collective de la Branche de l'Aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile (BAD).

- Avenant 54

L'application de l'avenant 54 de la BAD portant la valeur du point d'indice de rémunération à 5.77 € été effectuée avec un effet rétroactif au 1^{er} Aout 2022.

1.3. Evénements postérieurs

Néant

2 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Réglementation comptable

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés selon la réglementation en vigueur résultant :

- Du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2019-04, du 08 novembre 2019, relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif et abrogeant le chapitre II du titre I du livre V du règlement ANC n° 2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et abrogeant le règlement N° 1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations ;
- Du règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général en tenant compte de ses règlements ultérieurs modificatifs lorsque ces derniers sont applicables à l'entité ;

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode du coût historique. Les postes d'actif et de passif du bilan ainsi que les postes de charges et de produits au compte de résultat sont inscrits sans compensation.

2.2 Dérogation aux principes comptables

Néant

2.3 Changements comptables

Néant

3 METHODES ET REGLES D'EVALUATION

3.1 Bilan

3.1.1 Bilan ACTIF

- Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements sont calculés en fonction de la durée probable d'utilisation :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 30 ans
Logiciels et licences	Linéaire	1 à 3 ans
Installations générales	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau informatique	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

- **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières figurent à l'actif du bilan pour leur valeur d'origine et concernent :

- des participations se rapportant à des parts sociales du Crédit Coopératif

- **Créances clients**

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- **Disponibilités et valeurs mobilières de placement**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence

3.1.2 Bilan PASSIF

L'activité sociale et médico-sociale est présentée distinctement dans une subdivision spécifique des postes suivants :

- Réserves
- Report à nouveau
- Excédent ou déficit de l'exercice.

Ce tableau est présenté au chapitre « Informations relatives aux postes du bilan » section « fonds propres ».

- **Les fonds propres sans droit de reprise**

Les fonds propres sans droit de reprise sont des biens **affectés à l'activité de la fédération**, qui ne pourront être repris ni par les membres, ni par les apporteurs.

- **Le report à nouveau**

Le résultat dégagé à la clôture de l'exercice peut être affecté en report à nouveau, qu'il soit excédentaire ou déficitaire.

- **Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat linéairement au même rythme que les actifs subventionnés. Elles sont présentées au bilan, nettes d'amortissement.

- **Fonds dédiés**

A la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues par la réglementation comptable sont satisfaites et en particulier leur affectation à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles ;
- Les fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS ».

Sont aussi inscrits, le cas échéant, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- Subventions d'exploitation,
- Contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

Ce tableau est présenté, le cas échéant, au chapitre « Informations relatives aux postes du bilan » section « fonds dédiés ».

- **Provisions pour risques et charges : Indemnités de fin de carrière**

La convention collective de la Branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile (BAD) prévoit le versement d'une indemnité due en cas de départ volontaire ou de mise à la retraite dans les conditions légales.

Les engagements liés à ces indemnités au 31 décembre 2023 sont évalués à 59 440 €, charges sociales comprises. Ce montant est provisionné dans les comptes de la fédération et prend en compte différents critères suivants :

Âge légal de départ en retraite retenu	65 ans
Taux d'actualisation	3.750 %
Hypothèses de turnover	Faible

- **Les Dettes**

Englobent le passif certain c'est-à-dire :

- Les dettes dont le montant et l'échéance sont connus (emprunt, dettes envers les fournisseurs, dettes fiscales et sociales).
- Les autres dettes dont le montant ou l'échéance sont estimables avec une faible incertitude (ce sont les charges à payer).

3.2 Compte de résultat

- **Les Cotisations**

Les cotisations appelées par la fédération sont des cotisations avec contrepartie qui permettent d'assurer les charges de la fédération et le coût de fonctionnement des services communs au réseau départemental.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'appel à cotisation, l'association pouvant mettre en œuvre un droit d'agir en recouvrement.

4 INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

4.1 Actif Immobilisé

- Valeur Brute

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS					
N° de compte	Immobilisations	Brut 31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Brut 31/12/2023
			Acquisitions Vir. poste à poste	Sorties Vir. poste à poste	
201	Frais d'établissement	0	0	0	0
203	Frais de Recherche et de Développement	0	0	0	0
20	Autres immobilisations incorporelles	9 494	0	0	9 494
Total Immobilisations incorporelles		9 494	0	0	9 494
211	Terrains	66 317	0	0	66 317
212	Agencements et aménagements des terrains	0	0	0	0
213	Constructions	579 428	0	0	579 428
2135	Installations générales, agencés des constructions	0	46 196	0	46 196
2154	Installations techniques, matériels et outillages	2 330	0	0	2 330
2182	Matériels de transport	42 636	0	0	42 636
2183	Matériels de bureau et matériels informatiques	19 695	0	0	19 695
2184	Mobilier	35 970	0	0	35 970
231	Immobilisations corporelles en cours	46 931	0	46 931	0
238	Avances et acomptes sur immobilisations	0	0	0	0
21	Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0
Total Immobilisations corporelles		793 308	46 196	46 931	792 573
Total Immobilisations corporelles & incorporelles		802 802	46 196	46 931	802 067
26	Participations et créances rattachées	3 492	31	0	3 523
27	Prêts et autres immobilisations financières	3 150	0	1 400	1 750
Total Immobilisations financières		6 642	31	1 400	5 273
TOTAL		809 444	46 227	48 331	807 340

- Amortissements

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS					
N° de compte	Immobilisations	Amort. 31/12/2022	Dotations de l'exercice	Diminutions des sorties	Amort. 31/12/2023
2801	Frais d'établissement	0	0	0	0
2803	Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
280	Autres immobilisations incorporelles	9 494	0	0	9 494
Total Amortissements immos. incorporelles		9 494	0	0	9 494
2811	Terrains	0	0	0	0
2812	Agencements et aménagements des terrains	0	0	0	0
2813	Constructions sur sol propre	45 635	28 321	0	73 956
2814	Constructions sur sol d'autrui	0	0	0	0
2815	Installations techniques, matériels et outillages	1 901	429	0	2 330
	dont : Matériels de transport				
	Matériels de bureau				
	Matériel informatique				
2818	Autres immobilisations corporelles	82 079	2 987	0	85 066
Total Amortissements immos. corporelles		129 615	31 737	0	161 352
TOTAL		139 109	31 737	0	170 846

4.2 Actif Circulant

TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES			
ÉTAT DES CRÉANCES	Montant Brut	à - 1 an	à + 1 an
Créances rattachées à des participations	3 523	3 523	
Comptes de liaison	0		
Autres immobilisations financières	0		
Clients et redevables	114 013	114 013	
Clients douteux	0		
<u>Autres créances</u>			
- Personnel et comptes rattachés	0		
- Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 745	2 745	
- Avances et acptes sur cmdes	0		
- Autres créances et produits à recevoir	305 857	305 857	
Charges constatées d'avance	23 760	23 760	
TOTAL	449 897	449 897	0

4.3 Fonds Propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES						
	A l'ouverture 31/12/2022	Affectation du Résultat	+	-	Reclassements	A la clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	76 295					76 295
Fonds propres avec droit de reprise	52 122					52 122
Ecart de réévaluation	0					0
Réserves	8 153					8 153
<i>Dont Réserves des activités sous gestion contrôlée</i>	6 089					6 089
Report à nouveau	159 770			34 930		124 839
<i>Dont report à nouveau des activités sous gestion contrôlée</i>	0					0
RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	-34 930	34 931		2 895		-2 895
<i>Dont résultat des activités sous gestion contrôlée</i>						
Situation Nette	261 409	34 931	0	37 825	0	258 514
Fonds propres comptibles	0					0
Subventions d'investissement	6 386			342	5 000	1 044
Provisions réglementées	350 703			24 213		326 490
TOTAL	618 499	34 931	0	62 381	5 000	586 048

4.4 Résultat effectif global de l'entité

TABLEAU DE DÉTERMINATION DU RÉSULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITÉ		
Nature	31/12/2023	31/12/2022
Résultat comptable	-2 895	-34 930
Reprise du résultat antérieur		
Excédent ou déficit effectif global	-2 895	-34 930

4.5 Tableau de variation des Fonds dédiés

TABLEAU DES FONDS DÉDIÉS							
Variation des fonds dédiés issus de :	A L'OUVERTURE 31/12/2022	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE	
			Montant Global	-->Dont rembours sements		Montant Global 31/12/2023	Dont fonds liés à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
- Fondation BRUNEAU pour véhicule PMR		5 000	3 750			1 250	
- Fondation BRUNEAU pour projet ESCAP3		8 000	3 811			4 189	
Contributions financières des autorités de tarif. /gestionnaires d'ESSMS							
-							
-							
Contributions financières d'autres organismes							
- CFFPA 31 - ATELIERS VILL'ÂGE	1 642	47 899	1 642			47 899	
- CARSAT - ART THERAPIE	7 411	2 366	7 411			2 366	
Ressources liées à la générosité du public							
-							
-							
Total Fonds dédiés	9 053	63 265	16 614	0	0	55 704	0

4.6 Tableau de variation des provisions

TABLEAU DES PROVISIONS					
		Prov. 31/12/2022	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Prov. 31/12/2023
141	Provision règlementée destinées à renforcer le BFR	0	0	0	0
1421	Provision règlementée pour renouv. Immobilisation	350 703	0	24 213	326 490
145	Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
14861	Provision règlementée s/ plus values nettes d'actif	0	0	0	0
14862	Provision règlementée s/ produits financiers	0	0	0	0
Total provisions réglementées		350 703	0	24 213	326 490
1511	Provisions pour litiges	0	0	0	0
1514	Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
1518	Autres provisions pour risques	0	3 826	0	3 826
1520	Provision pour charges sur legs ou donation	0	0	0	0
1530	Provision pour pensions et obligations similaires	56 785	59 440	56 785	59 440
1550	Provision pour impôts	0	0	0	0
158	Autres provisions pour charges	0	0	0	0
Total provisions pour risques et charges		0	3 826	0	3 826
29	Dépréciation des immobilisations	0	0	0	0
39	Dépréciation des stocks et en cours	0			0
49	Dépréciation des comptes de tiers	711	246	711	246
59	Dépréciation des comptes financiers	0			0
Total provisions pour dépréciations		711	246	711	246
TOTAL		351 415	4 072	24 924	330 562

5.3 Composition du résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est essentiellement composé de la reprise de provision constituée pour financer partiellement le siège de la fédération.

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Effectifs

L'effectif moyen rémunéré au titre de l'exercice clos s'élève à 19 ETP.

6.2 Rémunération des Dirigeants Associatifs

En application de l'article 20 de la Loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés s'est élevée à 75 260 €.

6.3 Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat et des contributions volontaires, effectuées à titre gratuit, dont bénéficie l'Association correspondent à des tâches administratives, de terrain, d'accompagnement, de lien social, membres du CA,

Si le nombre d'acteurs bénévoles intervenant à travers notre association est connu, il est, à ce jour, impossible d'approcher avec suffisamment de fiabilité les heures effectivement mises à disposition de l'Association et donc de valoriser ces contributions volontaires en nature. En effet, certains bénévoles interviennent à titre tout à fait régulier, d'autres plus ponctuellement et les derniers de façon épisodiques, en fonction des besoins locaux de notre structure.

L'association a décidé de ne pas valoriser les contributions volontaires en nature pour les raisons évoquée ci-dessus.

6.4 Autres engagements (Avals, Garanties, Cautions, Crédit-Bail)

Garanties Emprunts 400 000 € Crédit Coopératif

Hypothèque conventionnelle de 1^{er} rang, sans concurrence, à hauteur de 400 000 €, en principal, plus intérêts, commissions, frais et accessoires conformément aux conditions générales du contrat, sur l'ensemble immobilier sis 178 Route de Toulouse – 31230 L'ISLE-EN-DODON, cadastré section BE n° 0271 pour une contenance de 0ha 39 a 01 ca.